



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

30/04/2024

Macron : La place de la France et de l'Europe dans le système impérialiste

Emmanuel Macron engagé dans la campagne des élections européennes poursuit sa ligne visant à ancrer la France au sein de l'alliance impérialiste euro-atlantique.

Après son discours sur l'Europe à la Sorbonne jeudi 25 avril, le président de la République a profité de son déplacement vendredi à Strasbourg pour répondre aux questions d'une douzaine de jeunes européens triés sur le volet, à l'occasion d'un entretien organisé par le groupe de presse Ebra, composé de neuf titres de presse régionale^[1], et diffusé samedi 27 avril. Lors de cet entretien E. Macron a encore accentué son positionnement guerrier en suggérant la mise à disposition de la force de frappe française à la défense de l'Union Européenne dans le cadre de l'OTAN.

À la Sorbonne, il avait beaucoup insisté sur les questions de défense. Voici ce qu'en rapporte le journal *Le Monde* : " En matière de défense, Emmanuel Macron a dit vouloir créer une « Europe puissance » qui « se fait respecter », « assure sa sécurité » et reprend « son autonomie stratégique ». Il va inviter les Européens à bâtir une « initiative européenne de défense » qui inclura « peut-être » un bouclier antimissile européen. Il a aussi souhaité la création d'une « capacité européenne de cybersécurité et de cyberdéfense ». Par ailleurs, le président a plaidé pour un nouvel « emprunt européen » afin de financer l'effort de défense avec une « préférence européenne dans l'achat de matériel militaire ". Cette idée d'une Europe de la défense n'est pas très nouvelle. Déjà en 1953 la *Communauté Européenne de Défense*^[2] était à l'ordre du jour. Elle était une exigence des États-Unis et placée sous commandement états-uniens dans le cadre de l'OTAN. Sa fonction majeure était de combattre l'URSS en permettant, entre autres, le réarmement de l'Allemagne. Le traité instituant la CED fut rejeté, sans débat, par l'Assemblée Nationale française le 30 août 1954 par 319 voix contre 264^[3].

Aujourd'hui, prenant prétexte de la guerre impérialiste sur le territoire de l'Ukraine^[4], E. Macron tente de remettre en mouvement l'idée d'une défense européenne, dans le cadre de l'OTAN. Seule puissance au sein de l'Union Européenne à posséder l'arme atomique, la France impérialiste entend jouer un rôle majeur dans ce dispositif en *monnayant* sa puissance de feu nucléaire. Ce dispositif n'est pas pour déplaire aux États-Unis qui sont *polarisés* sur la préparation d'un conflit majeur en Asie contre la Chine et entendent *sous-traiter*, évidemment sous leur contrôle, ce qu'ils nomment la défense de l'Europe contre la Russie (lire leurs intérêts majeurs dans cette région du Monde). Notons que la France est profondément impliquée dans les projets militaires états-uniens dans la région indo-pacifique puisqu'elle participe pour la première fois à des manœuvres militaires nommées *Balikatan*^[5], conjointes avec les États-Unis dans cette région.

Ce partage de responsabilité du feu nucléaire pose des questions de fond auxquelles il est impossible d'échapper. La conception de la dissuasion nucléaire veut que si ses intérêts vitaux sont attaqués, la réponse de la France est le feu nucléaire. La crédibilité de la dissuasion repose sur un postulat : un ennemi qui voudrait nous attaquer doit savoir qu'en retour on lui promet l'apocalypse. Cette décision du feu nucléaire ne peut pas, par définition, se partager. C'est l'outil ultime de la souveraineté et en cas d'agression, il est entre les mains du Président de la République. Partager le feu nucléaire reviendrait à accepter une Europe fédérale possédant dans ses prérogatives la défense de son territoire : autant dire l'effacement complet de la France comme nation souveraine !

La doctrine de dissuasion nucléaire n'accorde pas de place à un bouclier antimissile. Ce que, de son côté, l'Allemagne ambitionne de bâtir sur le modèle du « *dôme de fer* » israélien, mais la France premier fabricant de missile n'y est pas associée, il y a donc un aspect industriel, Paris ne peut pas rester à l'écart d'un projet aussi

structurant. Cela explique les pressions de plus en plus vives qu'exercent le pouvoir pour accélérer le passage à une *économie de guerre*^[6]. C'est ce dont témoigne les interventions du Ministre de la Défense pour développer rapidement la production des missiles Aster 15 et 30 co-produits avec l'Italie avec l'objectif de se placer dans la conquête de parts de marchés. Car il en va ainsi dans les guerres impérialistes, elles sont un moyen de valoriser sur le champ de bataille les productions d'armements et d'assurer aux entreprises capitalistes des profits importants. En choisissant de développer les efforts de guerre avec à la clé une augmentation des budgets militaires, les États dont la France entendent se placer dans cette compétition mortifère aux dépens des besoins sociaux de leur population.

C'est ce que nous écrivions dans un article récent^[7] : "*Le capitalisme c'est la guerre*". Les discours récents de Macron confirment notre analyse. Il entend accentuer la participation de la France à l'escalade guerrière et mettre les élections européennes sous la coupe de ses exigences et il n'est pas le seul avec le RN, les Républicains, le PS, EELV et tous ceux qui se sont rangés dans le sillage du soutien au camp euro-occidental, contre celui de la Russie capitaliste pour mener la guerre intra-impérialiste en Ukraine.

En appelant à la lutte résolue contre les guerres impérialistes, pour la rupture avec l'OTAN, pour mettre fin aux armes nucléaires et organiser la sécurité collective sur la base de l'indépendance et de la coopération des nations, notre liste du Parti révolutionnaire COMMUNISTES, conduite par Olivier Terrien et Martine Moreau entend contribuer à l'union et à la lutte de tous ceux qui constituent l'immense camp de la paix.

[1] Le groupe Ebra (Crédit mutuel) détient les titres *L'Alsace*, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, *L'Est Républicain*, *Le Républicain Lorrain*, *Vosges Matin*, *Le Bien Public*, *Le Journal de Saône-et-Loire*, *Le Progrès*, *Le Dauphiné Libéré*.

[2] https://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9_europ%C3%A9enne_de_d%C3%A9fense

[3] Le vote du 30 août 1954 écarte définitivement la CED sans débat de fond, puisque les anticédistes proposent le vote d'une question préalable, posée par le général A. Aumeran adoptée par 319 voix contre 264. Parmi ces 319 voix, on comptabilise les députés communistes et gaullistes, une partie des socialistes (53 députés sur 105), la moitié aussi des radicaux (34 députés sur 67) ou de l'UDSR (10 députés sur 18), mais aussi 9 députés MRP ou apparentés. Ce rejet entraîne également l'échec du projet de communauté politique européenne, qui lui avait été associé. Dès le lendemain du vote, la SFIO exclut trois parlementaires, qui ont voté la question préalable, D. Mayer, J. Moch et M. Lejeune.

[4] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/europe/1805-ukraine-la-face-apparente-d-un-conflit-plus-profond-et-plus-large-au-sein-du-systeme-capitaliste-mondialise>

[5] <https://ph.ambafrance.org/Participation-francaise-a-Balikatan-22-avril-au-10-mai-2024#:~:text=Du%252022%2520avril%2520au%252010,militaires%2520C%2520majoritairement%2520am%C3%A9ricains%2520et%2520philippins.>

[6] Les Echos 30 avril 2024 : Ukraine : le gouvernement français hausse le ton avec les industriels

[7] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/2758-le-capitalisme-cest-la-guerre>